

Pour accéder à cet article veuillez suivre ce lien.

La France doit-elle imiter l'Angleterre et redécouvrir les vertus de Keynes?

L'Américain Harry Dexter White, un des pères du FMI, et John Maynard Keynes, en 1946 (FMI) .

Alors que les conservateurs britanniques redécouvrent les vertus de leur économiste le plus célèbre, les socialistes français, eux, sont obligés d'appliquer une théorie et une pratique monétaire qui datent de l'époque de la République de Weimar.

S'il y a bien un pays de l'Union européenne qui semble afficher une santé économique resplendissante, c'est le Royaume-Uni. L'économie y paraît solide avec une croissance à plus de 3%, alors qu'en France et dans les autres pays de la zone euro, elle évolue autour de zéro. Pendant des décennies, sinon des siècles, la France et l'Angleterre n'ont cessé de se mesurer: à présent, les chiffres de la croissance semblent être en faveur de la seconde.

Outre-Manche, sous le gouvernement conservateur de David Cameron, le chômage s'élève à 6,5%, alors qu'il est de 10,2% sous le gouvernement socialiste de François Hollande.

Chiffres parfois trompeurs

Mais les chiffres peuvent être trompeurs. Pour la plupart des Britanniques occupant un emploi, la rémunération ou le pouvoir d'achat sont en baisse. Au Royaume-Uni, les statistiques nationales sont calculées sur la base des activités économiques de Londres et de sa région, où le taux de chômage s'élève à la moitié de ce qu'il est dans le nord du pays.

Nombreux sont les économistes britanniques qui craignent qu'une autre bulle immobilière n'éclate, étant donné que les prêts ont été accordés à des taux d'intérêt quasi-nuls, ce qui a encouragé les particuliers à s'endetter pour acheter des biens à des prix surévalués, créant ainsi une situation qui ne peut pas durer.

En dépit de cela, l'économie britannique semble se porter beaucoup mieux que l'économie française. Quelles en sont les raisons? Dans une étude intitulée «La France et le Royaume Uni face à la crise (2008-2014) » publiée par le Cercle d'Outre-Manche, un groupe de patrons, banquiers et professionnels basés à Londres font état d'un marché du travail flexible, du nombre d'emplois réduit dans le secteur public et d'une procédure aisée pour créer des entreprises.

Toutefois, tout n'est pas complètement négatif en France. Cette étude indique qu'au cours des dix dernières années, son PIB par habitant a été systématiquement plus élevé que celui du Royaume-Uni. Phil Collins, éditorialiste du Times, écrit que «la productivité horaire des Français, mesurée en dollars, est quasiment égale à celle des Américains et supérieure à celle des Britanniques et des Allemands. Ils n'ont pas de leçon à recevoir de nous, ni en matière de productivité ni en matière de dur labeur. Les Français font en moyenne des semaines de 39,5 heures de travail, ce qui est tout juste au-dessous de la moyenne de l'UE. » Le Cercle d'Outre-Manche fait remarquer qu'au Royaume-Uni, la semaine de travail est en moyenne de 37,1 heures.

Cameron, le dernier des keynésiens

Mais si le Royaume-Uni connaît aujourd'hui une croissance plus soutenue que la France, c'est parce que son Premier ministre David Cameron est le dernier des keynésiens.

La théorie et la pratique de John Maynard Keynes ont été officiellement interdites par les grands prêtres du libéralisme pur et dur qui contrôlent la politique économique de l'UE. Londres, toutefois, n'est pas soumise aux idéologues de la Banque centrale européenne.

En Grande-Bretagne, les déficits et la dette se sont aggravés. L'endettement public s'élève à 91% du PIB -bien au-delà

Date : 17/10/2014

Pays : France

Rubrique : Web

Slate.fr

Pour accéder à cet article veuillez suivre ce lien.

du niveau autorisé par le traité de Maastricht. Les intérêts versés par le gouvernement britannique pour s'acquitter de sa dette sont passés de 40,5 milliards d'euros en 2010 à 62 milliards d'euros aujourd'hui. Depuis que le gouvernement conservateur est arrivé au pouvoir en 2010, l'endettement public par habitant a presque doublé.

L'année dernière, 14.000 fonctionnaires de plus ont été recrutés. La rémunération des cadres de la fonction publique a augmenté. 200 directeurs de villes et municipalités gagnent plus que le Premier ministre. Les salaires des directeurs des hôpitaux, des universités ou de la BBC peuvent monter jusqu'à 50.000 euros par mois. David Cameron a promis d'augmenter la retraite versée par l'État au rythme d'un taux quatre fois supérieur au taux d'inflation.

Faire marcher la planche à billets

Cette générosité de l'État est sous-tendue par la plus keynésienne des politiques. Depuis 2009, la Banque d'Angleterre a injecté 430 milliards d'euros dans l'économie britannique en ayant recours à la plus vieille astuce qui soit, c'est à dire en faisant marcher la planche à billets. Sous le nom technique d'assouplissement quantitatif, elle rachète l'endettement public et injecte ainsi de l'argent frais dans les veines de l'économie britannique.

Selon l'économiste de la Banque d'Angleterre Martin Weale, cette démarche keynésienne a permis d'augmenter le PIB britannique de 3%. Si la France en faisait autant, son économie connaîtrait une reprise beaucoup plus vigoureuse.

Mais la France ne peut pas revenir à la croissance en raison des limites placées sur la croissance européenne par les libéraux ultra-orthodoxes qui contrôlent la pensée économique à Berlin et à Francfort. Elle a besoin de réformes, mais mener des réformes sans croissance est une mission impossible. Les conservateurs britanniques ont redécouvert les vertus de la pensée du bon vieux lord Keynes. Les socialistes français, eux, sont obligés d'appliquer une théorie et une pratique monétaire qui datent de l'époque de la République de Weimar.